

Le discours de Barack Obama sur la Libye et les tâches des anti-impérialistes

mercredi 20 avril 2011, par [ACHCAR Gilbert](#) (Date de rédaction antérieure : 31 mars 2011).

Le discours prononcé le 28 mars par Barack Obama projette un éclairage intéressant à la fois sur l'intervention occidentale en cours en Libye et sur le débat qui s'est développé dans le mouvement anti-guerre à ce sujet. Les lignes qui suivent procèdent à une dissection des parties essentielles de ce discours, hormis l'habituelle rhétorique grandiloquente et creuse dans la tradition de la « destinée manifeste », avec un commentaire sur les deux questions mentionnées, débouchant sur une évaluation de la situation actuelle, douze jours après l'adoption de la Résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU, et des tâches des anti-impérialistes.

*"Conscients des risques et du coût d'une intervention militaire, nous sommes naturellement peu enclins à utiliser la force pour résoudre les nombreux problèmes du monde. Mais quand **nos intérêts et nos valeurs** sont menacés, il est de notre responsabilité d'agir. C'est ce qui se passe en Libye depuis six semaines..."*

"Certains se demandent pourquoi l'Amérique devrait intervenir — même de manière limitée — dans ce pays lointain. Ils soulignent qu'il existe de nombreux endroits dans le monde où des civils innocents sont confrontés à la violence brutale exercée par leur gouvernement, et que l'Amérique n'est pas le gendarme du monde, surtout quand nous avons tant de problèmes urgents dans notre propre pays.

"Il est vrai que l'Amérique n'a pas les moyens d'utiliser la force armée partout où la répression sévit. Et compte tenu des coûts et des risques d'une intervention, **nous devons toujours mettre nos intérêts dans la balance face à la nécessité de l'action**. Mais ce ne peut pas être un argument pour ne jamais agir en fonction de ce qui est juste. Dans ce pays spécifique, la Libye, à ce moment spécifique, nous étions confrontés à la perspective d'une violence à une horrible échelle." (Les caractères gras ont été ajoutés pour souligner).

Dans les passages qui précèdent, l'intérêt prend franchement le dessus par rapport aux valeurs. La vérité est que les intérêts impériaux des États-Unis sont la motivation première et suprême de leurs interventions. Les valeurs ne sont que secondaires, quand il ne s'agit pas de simples prétextes, comme le confirme abondamment toute l'histoire des interventions militaires états-uniennes. Les intérêts des États-Unis peuvent parfois coïncider avec leurs valeurs proclamées, comme lors de la participation des États-Unis à la Seconde Guerre mondiale, mais la plupart de ces interventions ont été menées en violation de ces valeurs, tandis que les États-Unis les ont ignorées d'innombrables fois lorsqu'elles n'étaient pas en adéquation avec leurs intérêts.

"Depuis plus de quatre décennies, la population libyenne est sous l'autorité d'un tyran,

Mouammar Kadhafi. Il a privé son peuple de liberté, exploité leur richesse, assassiné les opposants dans le pays et à l'étranger et terrorisé des innocents partout dans le monde, y compris des Américains qui ont été tués par des agents libyens ".

C'est absolument vrai. Et pourtant les États-Unis ont flirté sans vergogne avec le tyran depuis 2003. Pas seulement l'administration Bush : le 21 avril 2009, la Secrétaire d'État Hillary Clinton a reçu à Washington un des sept fils de Mouammar Kadhafi, le sinistre « Dr » Moatassem Kadhafi, « conseiller à la sécurité nationale » libyen, qui a contribué à la « guerre contre le terrorisme » en entreprenant de basses œuvres pour le gouvernement des États-Unis. *« Je suis très heureuse d'accueillir le Ministre Kadhafi ici, au Département d'État. Nous apprécions profondément les relations entre les États-Unis et la Libye. Nous avons de nombreuses opportunités d'approfondir et d'élargir notre coopération. Je suis très intéressée à développer cette relation. »* (Secrétariat d'État des États-Unis). Et bien sûr, plusieurs alliés européens de Washington ont flirté avec Kadhafi bien plus encore que les États-Unis, en particulier le bouffon raciste et sexiste qui gouverne l'Italie.

*"Il y a dix jours, après avoir tenté en vain de mettre un terme à la violence sans utiliser la force, la communauté internationale a offert à Kadhafi une dernière chance d'arrêter sa campagne meurtrière, faute de quoi il devait en subir les conséquences. **Plutôt que de rester sur leurs positions, ses forces ont maintenu leur progression en menaçant Benghazi, une ville de près de 700 000 hommes, femmes et enfants** qui voulaient se libérer de la peur.*

"À ce stade les États-Unis et le monde étaient confrontés à un choix. Kadhafi affirmait qu'il serait « sans pitié » pour son propre peuple. Il les a comparé à des rats et a menacé de les poursuivre maison par maison pour leur infliger un châtiment. Dans le passé, nous l'avons vu pendre des civils dans les rues et tuer plus de mille personnes en un seul jour. Maintenant les forces du régime étaient aux abords de la ville. **Nous savions que si nous attendions un jour de plus, Benghazi, une ville presque aussi grande que Charlotte, pourrait subir un massacre qui aurait choqué toute la région et aurait souillé la conscience universelle.**

« Laisser faire aurait été contraire à notre intérêt national... » L'Amérique a un **intérêt stratégique important à empêcher Kadhafi d'écraser** ceux qui s'opposent à lui. **Un massacre aurait conduit des milliers de réfugiés supplémentaires au-delà des frontières de la Libye...**"

C'est la stricte vérité. Dans un article envoyé de Benghazi pour *The New Yorker* et intitulé « Qui sont les rebelles ? » [1], John Lee Anderson a récemment confirmé ce qu'avaient affirmé de nombreux autres observateurs sur le terrain, corroborant les peurs exprimées par les insurgés à Benghazi et l'urgence absolue de leur demande de protection aérienne. *« Lorsque les premières colonnes de soldats [de Kadhafi] eurent atteint les limites de la ville, des milliers d'habitants de Benghazi, y compris des membres du conseil municipal, s'enfuirent vers l'est. Parmi ceux restés pour combattre, plus de trente sont morts. La résistance n'a dû son salut qu'à l'arrivée des forces aériennes françaises. »* Comme l'a dit un chauffeur de camion libyen à un journaliste du *Financial Times* à Adjabiya : *« Nous savons que les armes dont dispose la révolution ne sont rien face à celles de Kadhafi... Sans l'intervention des avions, il aurait fait un massacre zanga zanga »* — l'expression arabe pour « rue après rue » en référence au discours devenu célèbre de Kadhafi dans lequel il menaçait en termes effrayants d'écraser la rébellion.

Dans son éditorial du numéro du 28 mars du journal londonien en langue arabe *al-Quds al-Arabi*, Abdul-Bari Atwan, qui connaît très bien la Libye, a expliqué les raisons de la supériorité militaire de Kadhafi par rapport au soulèvement. « *L'armement des rebelles, particulièrement ceux qui sont concentrés dans la province orientale, est extrêmement faible comparé à celui des forces fidèles au dirigeant libyen... Le colonel Kadhafi a dissous l'armée libyenne il y a vingtaine d'années, après la tentative de coup d'état menée par Omar al-Mihayshi, et l'a remplacée par des milices armées commandées par ses fils ou par des membres de sa tribu afin de s'assurer de leur totale allégeance.* »

Il s'en fallait de très peu de jours tout au plus pour que les forces de Kadhafi prennent Benghazi et se livrent à un massacre de masse « qui aurait choqué toute la région et aurait souillé la conscience universelle », mettant ainsi les gouvernements occidentaux dans la difficile situation politique d'être restés sourds devant la demande de protection d'une population en danger, avec un massacre à grande échelle comme résultat de leur inaction. Le point essentiel en la matière n'était ni les « valeurs » ni la « conscience » en tant que telles, mais le fait que la « conscience souillée » des puissances occidentales, si elles étaient restées inactives, les aurait contraintes à proclamer un embargo sur la Libye à un moment où le marché pétrolier est tellement tendu que cela aurait conduit les prix à un niveau encore supérieur au niveau déjà élevé d'avant la crise libyenne, avec des conséquences calamiteuses pour l'économie mondiale. C'est pourquoi, comme l'a indiqué Obama : « *Laisser faire aurait été contraire à notre **intérêt** national.* »

"J'ai autorisé l'action militaire pour arrêter le massacre et appliquer la Résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU. Nous avons frappé les forces du régime qui approchaient de Benghazi pour sauver cette ville et ses habitants. Nous avons frappé les troupes de Kadhafi dans les environs d'Adjabiya, permettant ainsi à l'opposition de les repousser. Nous avons frappé ses défenses antiaériennes, ce qui a ouvert la voie à la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne. Nous avons ciblé les blindés et les moyens militaires qui menaçaient des villes et des cités et nous les avons coupés de la plupart de leurs sources d'approvisionnement. Et ce soir, je suis en mesure d'affirmer que nous avons stoppé la progression mortelle de Kadhafi."

C'est une description assez précise de ce qui s'est passé, en y ajoutant les inévitables morts de civils dues aux bombardements de la coalition, des morts qui, il faut le reconnaître, ont été relativement limitées jusqu'à présent dans l'intervention en Libye en comparaison des guerres menées en Irak et en Afghanistan. Bien sûr, le spectacle des avions et missiles occidentaux pilonnant les positions de Kadhafi en Libye a soulevé une émotion légitime et ne pouvait que rappeler le spectacle d'agressions purement impérialistes, telles que l'invasion de l'Irak en 2003. Mais il n'y avait aucun moyen d'empêcher Kadhafi de commettre son massacre annoncé sans mettre en place une zone d'exclusion aérienne et sans arrêter le mouvement de ses blindés en direction des zones peuplées contrôlées par le soulèvement.

Il ne nous était pas possible de *soutenir* les frappes occidentales en raison de notre absence totale de confiance dans les méthodes à l'emporte-pièce du Pentagone et de ses alliés, comme de notre certitude issue des expériences passées qu'ils outrepasseraient le mandat onusien de protection des populations civiles. Mais nous ne pouvions pas non plus nous opposer à la zone d'exclusion aérienne et au bombardement initial des blindés de Kadhafi, mesures réclamées avec insistance par le soulèvement pour le sauver de la vengeance meurtrière de Kadhafi.

"Un massacre aurait [mis] une pression énorme sur les transitions pacifiques, et cependant fragiles, en Égypte et en Tunisie. Les avancées démocratiques qui voient le jour partout dans cette région, auraient été éclipsées par la forme la plus sombre de la dictature, car les dirigeants répressifs auraient conclu que la violence est la meilleure stratégie pour s'accrocher au pouvoir."

Une fois n'est pas coutume, Obama a raison contre certains auteurs de gauche qui ont affirmé que l'intervention occidentale en Libye avait pour objectif d'arrêter, et allait effectivement arrêter, la vague de soulèvements démocratiques qui déferle sur l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. Bien au contraire, si Kadhafi avait pu écraser le soulèvement libyen dans un bain de sang, cela aurait profondément bouleversé la situation, en renforçant la contre-révolution régionale et en dissuadant le mouvement protestataire de continuer son combat dans la plupart des pays. Le fait que le massacre a été empêché et que le soulèvement a repris son offensive en Libye a encouragé le processus révolutionnaire dans la région. Depuis lors, le mouvement a non seulement pris de l'ampleur là où il existait déjà, dans des pays comme le Maroc ou le Yémen, mais il s'est étendu et amplifié en Syrie, le seul pays important de la région où la protestation était restée très faible jusque-là.

*"De plus, nous avons atteint ces objectifs en accord avec l'engagement que j'avais pris auprès du peuple américain au début de nos opérations militaires. J'ai dit que le rôle de l'Amérique serait limité, que **nous n'enverrons pas de troupes au sol en Libye**, que nous concentrerons nos moyens uniques au début de l'opération et que nous transférerons les responsabilités à nos alliés et partenaires. Aujourd'hui nous remplissons cette promesse.*

"Notre alliance la plus efficace, l'OTAN, a pris le commandement de la mise en œuvre de l'embargo sur les armes et de la zone d'exclusion aérienne. La nuit dernière, l'OTAN a décidé d'endosser la responsabilité supplémentaire de la protection des civils libyens. (...)

"Bien sûr, il n'y a aucun doute que la Libye — et le monde — se porteront mieux lorsque Kadhafi aura quitté le pouvoir. Comme beaucoup d'autres dirigeants, je me suis fixé cet objectif et je vais le poursuivre activement par des moyens non-militaires. Mais **étendre notre mission au changement de régime serait une erreur.**

"La tâche que j'ai assignée à nos forces — protéger la population libyenne contre le danger immédiat et établir une zone d'exclusion aérienne — est justifiée par un mandat de l'ONU et jouit d'un soutien international. C'est également ce que l'opposition libyenne nous a demandé de faire. Notre coalition volerait en éclats si nous essayions de renverser Kadhafi par la force. Nous devrions également engager des forces états-uniennes sur le terrain ou risquer de tuer de nombreux civils par les opérations aériennes...

"Nos sommes intervenus pour arrêter un massacre et nous allons travailler avec nos alliés et partenaires qui sont aux avant-postes pour garantir la sécurité des civils. Nous empêcherons la livraison d'armes au régime, nous couperons ses rentrées financières, nous aiderons l'opposition et nous agissons avec d'autres nations pour hâter la venue du jour où Kadhafi quittera le pouvoir."

Nous touchons ici le point essentiel en ce qui concerne la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU qui se réfère à la « responsabilité de protéger » les

civils. À la demande expresse du soulèvement, cette résolution exclut la présence d'une « occupation étrangère sous quelle que forme et en toute partie du territoire libyen » et cette garantie contre le contrôle impérialiste de la Libye est en effet cruciale. Ceux qui pensent que les États-Unis pourraient imposer un « Karzaï » en Libye par le seul effet d'une intervention aérienne, doivent encore nous expliquer comment un tel scénario pourrait se dérouler. Tous ceux qui connaissent bien la situation en Afghanistan savent que, sans la prise de contrôle de Kaboul par les troupes états-uniennes, Hamid Karzaï, dont l'influence dans le pays était totalement négligeable, n'y aurait jamais joué le rôle de « Monsieur le Président ». Alors que les alliés afghans des États-Unis membres de l'Alliance du Nord n'avaient aucun appui populaire hors de leur territoire ethnique, l'opposition libyenne jouit clairement d'un soutien populaire dans les régions clés du pays, ce qui rend beaucoup plus difficile le contrôle de la situation politique à venir par des puissances étrangères sans une présence militaire sur le terrain. Les états d'âme des cercles dirigeants politiques et militaires en Occident ainsi que les articles dans les principaux médias occidentaux au sujet du soulèvement en Libye sont très instructifs à ce sujet.

Le fait de relever la présence de quelques individus aux identités politiques diverses et contradictoires qui jouent ou essaient de jouer un rôle dans le soulèvement libyen ne permet pas de savoir quelle est leur réelle influence et ne peut pas fournir une indication convaincante de ce que sera la Libye de l'après-Kadhafi, d'autant que le Conseil National de Transition a mis en avant un programme clair de changement démocratique et d'élection libres et transparentes. La campagne de calomnies contre le soulèvement libyen est équivalente à celle qui a essayé de discréditer le soulèvement égyptien en dénonçant le rôle des Frères Musulmans ou en décrivant Mohamed ElBaradei comme une marionnette de l'impérialisme et le Mouvement des jeunes du 6 avril comme une opération formée par les États-Unis. Et quelles que soient les déclarations que tel ou tel membre du CNT peut faire aux médias occidentaux dans le but de séduire les gouvernements qui aident le soulèvement, ces déclarations sont secondaires comparées au fait que la chute de Kadhafi permettra à une gauche de voir le jour en Libye pour la première fois depuis plus de quatre décennies et permettra aux mouvements progressistes internationaux d'exercer une pression efficace sur l'État libyen pour résilier l'accord honteux que Kadhafi a passé avec son compère Silvio Berlusconi en 2008 en vue de faciliter le renvoi illégal par l'Italie des boat-people africains.

Le problème maintenant est ce qui va suivre. Le massacre a été évité, l'aviation de Kadhafi détruite au-delà de toute possibilité de remise en état, ses forces sont très affaiblies bien qu'elles aient encore clairement le dessus sur les insurgés. Le mandat de l'ONU a été rempli dans les moyens comme dans les objectifs selon l'appréciation d'Obama. Et pourtant l'OTAN prend le commandement avec un plan d'action de trois mois en Libye. Tout bombardement supplémentaire outrepasserait clairement le mandat de l'ONU en faisant de l'OTAN un acteur à part entière de la guerre civile qui se déroule actuellement en Libye, bien qu'uniquement depuis l'air et la mer. Le prétexte qu'il s'agit là des « toutes mesures nécessaires » afin de « protéger les civils » autorisées par la résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU, résolution dont le degré d'imprécision est inacceptable, trouve sa justification dans la supériorité militaire des troupes fidèles à Kadhafi sur le soulèvement.

Cependant, le moyen de mettre un terme à cette supériorité et de permettre au soulèvement de gagner, en conformité avec le droit à l'autodétermination du peuple

libyen, serait — pour les gouvernements occidentaux hypocrites qui ont vendu des quantités d'armes à Kadhafi depuis la levée en octobre 2004 de l'embargo sur les livraisons d'armes à la Libye — de fournir des armes à l'insurrection. (L'Union Européenne a accordé des licences pour l'exportation d'armes à Kadhafi pour un montant de 834,5 millions de dollars US jusqu'à la fin de 2009, sans compter les ventes de 2010 ; pour sa part, le gouvernement états-unien sous l'administration Bush a approuvé la vente d'armes à la Libye pour un montant de 46 millions de dollars en 2008 ; l'administration Obama a réduit ce montant à 17 millions de dollars en 2009 tout en envisageant une vente de véhicules blindés qui aurait substantiellement augmenté ce montant.)

Mahmoud Shamman, un porte-parole de l'opposition libyenne, a affirmé aux journalistes présents à la rencontre internationale sur la Libye tenue à Londres le 29 mars dernier, que, adéquatement équipés, les rebelles « en finiraient avec Kadhafi en quelques jours ». D'autres membres de l'opposition libyenne ont fait des déclarations similaires. Et cependant, sous le prétexte que la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU a reconfirmé l'imposition d'un embargo sur la livraison d'armes sur le territoire libyen, les gouvernements occidentaux s'abstiennent de livrer des armes au soulèvement, tandis que l'administration états-unienne est indécise au point qu'Obama a soigneusement évité d'aborder le problème dans son discours, parlant seulement de l'embargo sur les armes à destination du régime libyen. Plus tard, répondant aux questions des journalistes à ce sujet, il a déclaré : « Je ne l'exclus pas, mais je ne l'ai pas non plus décidé. » Il faut résolument dénoncer cette attitude.

En résumé, il était erroné pour toute force de gauche que de s'opposer au principe d'une zone d'exclusion aérienne et au pilonnage initial des blindés de Kadhafi en l'absence d'une autre solution pour éviter le massacre à grande échelle qui se profilait en Libye. S'opposer à une zone d'exclusion aérienne en offrant des alternatives invraisemblables, comme l'ont fait plusieurs groupes de la gauche saine et véritable avec les meilleures intentions, n'était pas convaincant. Cette position a affaibli la gauche aux yeux de l'opinion publique. S'opposer à la zone d'exclusion aérienne tout en ne manifestant aucun intérêt pour le sort des civils, comme l'ont fait certains groupes marginaux, était immoral — sans parler de l'attitude des staliniens plus ou moins rénovés qui soutiennent Kadhafi en tant que progressiste et anti-impérialiste et s'opposent au soulèvement en tant que conspiration menée par les États-Unis ou par Al-Qaïda (tout en recourant aux calomnies de type stalinien à l'égard de ceux à gauche qui ont montré de la compréhension pour la demande de protection émanant des insurgés libyens).

Il ne fallait pas s'opposer à la demande de création d'une zone d'exclusion aérienne émise par le soulèvement. Par contre, il était juste d'exprimer les plus grandes réserves au sujet de la résolution 1973 du Conseil de Sécurité de l'ONU et de mettre en garde contre toute tentative de s'en saisir comme prétexte pour la mise en œuvre des visées impérialistes. Comme je l'ai dit au lendemain de l'adoption de la résolution 1973, "s'il ne faut pas s'opposer à la zone d'interdiction aérienne, nous devons exprimer notre défiance et appeler à une grande vigilance pour surveiller les actions de ces États, pour s'assurer qu'ils ne vont pas au-delà de la protection des civils, comme mandat leur en a été donné." Notre prévention habituelle face aux interventions militaires des puissances impérialistes était supplantée par les circonstances urgentes d'un massacre imminent. Mais ces circonstances n'ont plus cours à présent et la protection du soulèvement peut maintenant se réaliser de bien

meilleure manière en lui fournissant des armes.

Maintenant que la zone d'exclusion aérienne a été établie sur le mode brutalement massif qui caractérise les interventions de l'OTAN et que la capacité des forces de Kadhafi de menacer d'un massacre de masse les concentrations de civils a été sérieusement affaiblie, il nous faut concentrer notre campagne sur deux exigences principales inséparables adressées à la coalition dirigée par l'OTAN :

Arrêtez les bombardements ! Livrez des armes aux insurgés !

L'association des deux exigences est notre manière de montrer concrètement que nous nous soucions du sort du soulèvement du peuple libyen contre son tyran bien plus que ceux qui refusent de livrer des armes à ce même soulèvement et veulent lui imposer leur tutelle.

Par Gilbert Achcar

P.-S.

* Traduit de l'anglais pour Inprecor par Antoine Dequidt.

* Gilbert Achcar, originaire du Liban, est actuellement professeur à l'École des Études Orientales et Africaines (School of Oriental and African Studies, SOAS) de l'Université de Londres. Parmi ses ouvrages : Le choc des barbaries, traduit en 13 langues ; La poudrière du Moyen-Orient écrit en collaboration avec Noam Chomsky ; et plus récemment, Les Arabes et la Shoah : La guerre israélo-arabe des récits. Cet article a été publié à l'origine par ZNet.

Notes

[1] Voir sur ESSF : [Internal Debate within the Communist Party of Nepal \(Maoist\)](#).